



Les travailleuses et les travailleurs vivent un véritable déclassement. Carburant, produits alimentaires, loyers, énergie... tout augmente sauf les salaires et les pensions. Notre pays est au bord de la récession et les plans de licenciements se multiplient dans tous les secteurs. Les services publics sont à l'agonie. Chacun en fait le constat.

La jeunesse se mobilise depuis plusieurs semaines sur des revendications légitimes. Les jeunes doivent pouvoir apprendre, se former, construire leur avenir dans des conditions dignes.

Les travailleurs expriment clairement leur refus de la politique d'austérité menée par le gouvernement sur leurs dos. Les manifestations se multiplient.

La démocratie sociale est méthodiquement mise à mal et les passages en force sont devenus la norme.

La colère qui s'exprime est la conséquence des suppressions de services publics, de la remise en cause des droits à la retraite, à la sécurité sociale, des fermetures d'entreprises et des licenciements, de la baisse du pouvoir d'achat, de la remise en cause des libertés...

Nos organisations expriment à nouveau leur condamnation des actes de violence, de pillage... Ce ne sont pas des méthodes d'action de nos organisations. Les casseurs et les pilleurs ne doivent pas voler l'expression des revendications des jeunes, des travailleurs et des retraités.

Pour autant, nos organisations considèrent que le gouvernement ne peut pas instrumentaliser les violences pour tenter de faire passer sous silence l'ampleur de la colère sociale et disqualifier les revendications. Elles ne peuvent pas non plus justifier une quelconque répression contre ceux qui manifestent pacifiquement ou une remise en cause du droit de manifester.

L'exécutif porte une lourde responsabilité de la situation actuelle.

Il jette de l'huile sur le feu en méprisant les revendications lycéennes, en ne remettant pas en cause sa politique d'austérité et son projet de budget 2027, d'une austérité inégalée. Cette politique conduit fatalement à l'augmentation de la précarité et de la pauvreté, à l'accélération du délabrement de nos services publics, à la remise en cause permanente des droits sociaux.

Le gouvernement doit répondre aux revendications. C'est la seule issue pour sortir de la crise sociale.

Nos organisations syndicales appellent à une journée de grève et de manifestation le 5 novembre :

- Pour la satisfaction des revendications de la jeunesse.
- Pour l'augmentation des salaires.
- Pour l'égalité femmes-hommes.
- Pour l'augmentation du Smic, des minima sociaux, des pensions, du point d'indice des fonctionnaires et une revalorisation des carrières...
- Pour l'augmentation des moyens de nos services publics.
- Pour une planification environnementale et industrielle décarbonée et des moyens pour lutter contre le réchauffement climatique.
- Pour des mesures de justice fiscale, le conditionnement et le redéploiement des 211 milliards d'aides publiques.
- Contre la politique d'austérité.

Jeunes, travailleur-euses, retraité-es, TOUS UNI-ES



GREVE ET MANIFESTATION

Jeudi 5 novembre 2026

Laval - Place du 11 novembre à 11h30